

LES INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES (UNIVERSITES, CENTRES, ETC.) ET LES MEDIAS EN AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

Anaclet NDONG NGOUA,
Chargé de Recherche CAMES

RESUME : Dans les pays d'Afrique noire francophone, les médias et les milieux académiques s'ignorent, voire se méprisent mutuellement. Cela tient, essentiellement, au fait que les deux univers nourrissent des préjugés ou des stéréotypes l'un pour l'autre. Une telle situation est préjudiciable au progrès économique et social, dans la mesure où les représentants des deux univers sont des acteurs dudit processus. Pour faire face à la situation, un dialogue d'emprunter aux universitaires et aux chercheurs la rigueur scientifique es derniers, de leur côté, ont à s'approprier les principes de la communication devrait être mis en place. En un mot, les deux univers peuvent et/ou doivent se prêter un mutuel appui. Un véritable défi.

Mots clés : Dialogue – Scientifique – Technologique – Universitaire – Chercheur – Professionnel – Media – Académique – Milieu – Univers - Monde.

ABSTRACT: In Black African French speaking countries, the media et les and academic fields are ignoring to each other, there is a mutual disdain. This is mainly due the fact that these both fields have prejudice or stereotypes to each other. This kind of situation is prejudicial to the economic and social growth, in the sense that the representatives of both fields are the main pillars of that growth. To solve this issue, a dialogue aims at borrowing to the academics and the researchers the scientific exactness and the academics should learn from the communication principles. It means, these two fields should learn from each other. This is a real challenge.

Keywords: Dialogue – Scientific – Technology – Academic – Researcher - Professional - Media – Field – Universe - World.

INTRODUCTION

Depuis les indépendances, les universités, les centres de recherche nationaux publics et les médias s'ignorent, voire se méprisent mutuellement en Afrique noire en général, dans la zone d'expression française en particulier, quand bien même la situation semblerait y évoluer depuis plus d'une décennie.

En effet, l'univers des médias accède à la dignité d'un champ ou d'un domaine d'étude et de recherche dans les milieux universitaires et scientifiques dans les ex territoires français d'Afrique noire. Cela se traduit, entre autres, par le développement des structures de formation, la mise en place des cycles doctoraux, des centres d'analyse et de réflexion, la tenue des séminaires et/ou des ateliers... On peut mentionner, ainsi, l'École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication, (ESSTI), de l'université de Yaoundé 1, au Cameroun, le Centre d'Etudes et de Techniques de l'Information (CESTI) de l'université de Dakar au Sénégal, l'université de Bouaké à Abidjan, en Côte-d'Ivoire, le département de littérature, des sciences du langage et de la communication de l'Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH) du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CENAREST), au Gabon, le département des sciences de l'information et de la communication de l'université Omar Bongo de Libreville, encore au Gabon.

Autrement dit, les milieux académiques s'intéressent désormais aux journaux, aux radios, aux télévisions, aux NTIC. Ainsi, des universitaires et des professionnels des médias, originaires de sept pays d'Afrique noire francophone¹, ont contribué à un ouvrage intitulé « Les médias et la bonne gouvernance en Afrique. Concept et cas pratiques ». Publié en 2010, cet ouvrage revient plus en détail sur le thème « Médias et bonne gouvernance », retenu par l'UNESCO, lors de la célébration de la journée internationale de la liberté de la presse, en mai 2005, à Dakar au Sénégal. De même, on peut mentionner les soutenances de mémoires² de maîtrise au département des sciences du langage de l'université Omar Bongo de Libreville, en novembre 2009, des étudiantes Aminata Avomo Demba Diop sur l'émission « Afrique Hebdo », diffusée à TV+, Hélène Tchimbambou sur « Agora³ », présentée à Télévision Gabon (ex RTG1), la tribune offerte aux hommes de science gabonais, à travers la publication des articles dans les colonnes de divers périodiques et des interventions dans les organismes de radiodiffusion locaux, publics et privés. Il en est de même de la communication faite par Prosper Tonda Mambenda⁴ sur « L'Intelligence Economique et la Veille Technologique », en décembre 2009, à l'Institut Français de Libreville (ex Centre Culturel Français), dans le cadre du cycle

¹ Parmi ces pays, figurent le Gabon, le Cameroun, le Bénin, le Togo, la Côte-d'Ivoire, le Sénégal, le Burundi.

² Nous étions membre des jurys de cette soutenance.

³ Les émissions « Afrique Hebdo » sur TV+ et « Agora » sur Gabon Télévision (ex RTG1) ont une audience certaine, en dépit de l'inexistence d'enquêtes ou d'études sur la fréquentation des médias locaux. La première revient sur l'actualité de la semaine, à travers les analyses, les commentaires des journalistes travaillant dans d'autres organes de presse locaux, publics ou privés. Quant à la seconde, elle se veut un débat sur les questions d'intérêt national. D'où le sous titre de l'émission « Où les idées se choquent et s'entrechoquent ».

⁴ Journaliste émérite, vedette de la télévision gabonaise, Prosper Tonda Mambenda est également chercheur associé au Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Communication (GERC), laboratoire rattaché au Département de Littérature, des Sciences du Langage et de la Communication.

de Conférences animées par les chercheurs de l'Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH) du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CENAREST) du Gabon.

En dépit de ces initiatives louables, salutaires, il n'y a pas encore une véritable synergie entre les milieux académiques nationaux publics et les médias dans l'ensemble des pays d'Afrique noire francophone. Après avoir tenté de comprendre les facteurs qui sous-tendent une telle situation, les conséquences qui en découlent, le présent article se veut une invitation à un dialogue fécond, cher à Madeleine Grawitz⁵, entre les deux mondes, d'autant que leurs représentants sont des acteurs du développement économique et social et que les implications sociales et culturelles des connaissances produites dans lesdits milieux académiques sont telles qu'elles ne sauraient être la seule affaire des femmes et des hommes de science⁶. Celle-ci, est-il besoin de le rappeler, sans conscience, n'est que ruine dans l'âme. C'est dire que l'on s'intéresse aux sciences et aux technologies grâce à l'économie, laquelle est et/ou devrait au service de l'homme, dans sa pluri dimensionnalité. Plus que par le passé, ce dernier doit être considéré comme un véritable partenaire et non plus comme un simple bénéficiaire du développement. Celui-ci, on l'oublie trop souvent ou on feint de l'oublier, passe par la recherche scientifique et technologique dont les médias sont et/ou devraient être les instruments de diffusion, de vulgarisation⁷, de promotion, de légitimation auprès des populations. Pour reprendre René Maheu, ancien directeur général de l'UNESCO, le développement, « c'est la science devenue culture ». L'évolution des nations industrialisées, l'accès de certains pays d'Asie, d'Amérique et d'Afrique au rang de grandes puissances dites émergentes le démontre clairement.

La synergie entre les médias et les milieux académiques traditionnels à laquelle invite le présent article s'explique également parce que les deux univers s'intègrent déjà dans une inter discipline en voie de constitution : les Sciences de l'Information et de la Communication. « ...Ces dernières, écrit Daniel Bougnoux⁸, pourraient se donner une dernière ambition de surmonter le divorce qui s'élargit depuis le XIXe siècle entre trois formes de culture : la littéraire, la scientifico-technique et la culture de masse dont les représentants s'ignorent ou se méprisent mutuellement. L'étude des machines à communiquer les implique simultanément et pourraient servir à les articuler... ». A cet effet, l'article s'appuie sur

⁵ Pour Madeleine GRAWITZ, un dialogue fécond signifie que les représentants des deux univers doivent être conscients que les services des uns peuvent être utiles aux autres. Il suffit, pour cela, pense-t-elle, d'avoir l'intelligence de voir les problèmes, de poser de bonnes questions, et la capacité d'y apporter des solutions concrètes, originales, durables, in Méthodes des sciences sociales. Paris, Dalloz, 1996, p. 567.

⁶ Sur cette question, pour plus de précisions, voir Jean Marc ELA, Guide pédagogique de formation à la recherche pour le développement en Afrique. Paris, L'Harmattan, 2001.

⁷ Vulgariser ici signifie faire connaître, faire valoir, montrer l'importance ou l'enjeu des savoirs scientifiques et technologiques.

⁸ Daniel BOUGNOUX, Sciences de l'information et de la communication, Paris, Larousse, 1993, p. 35.

l'observation, les entretiens avec, d'une part, de nombreux journalistes, leurs supérieurs hiérarchiques directs (secrétaires de rédaction, rédacteurs en chef, directeurs de publication ou de rédaction), et, d'autre part, les spécialistes des sciences sociales et/ou humaines, des disciplines dites scientifiques et/ou expérimentales, originaires de différents pays, les travaux menés par les uns et par les autres sur la nécessité de vulgariser les savoirs et les savoir-faire auprès de la majorité des citoyens, pour mieux en faire percevoir l'enjeu et en asseoir la légitimité, l'impact des médias. A cela s'ajoutent les enquêtes que nous avons menées dans le cadre des consultations internationales⁹.

En d'autres termes, nous avons préféré, à travers le présent article, une vision panoramique ou globale à des monographies sur les Etats qui constituent l'Afrique noire francophone. Sans céder à la « pensée unique » (uniformisation du continent) qui tend à enfermer des réalités complexes dans des schémas simplistes et réducteurs, tout en cherchant à briser toute tentative de dissidence et d'alternative à la philosophie libérale, relevant d'un a priori idéologique, notre démarche s'appuie sur le fait que la question qui retient notre attention ici s'y pose presque avec la même acuité, certes, à des degrés divers, en raison d'un contexte politique, économique et social différent. Après l'avoir survolée dans notre thèse de doctorat¹⁰, nous tentons de l'approfondir, à travers le présent travail.

Comme nous l'avons déjà évoqué, le fossé qui sépare les universités, les centres de recherche et les médias un peu partout à travers le monde, en général, en Afrique noire francophone en particulier tient, essentiellement, au fait que ces deux univers entretiennent, développent des préjugés, des stéréotypes l'un pour l'autre.

I- LES GRIEFS DES UNIVERSITAIRES ET DES CHERCHEURS CONTRE LES MEDIAS

Dans les pays d'Afrique noire francophone, comme ailleurs dans le reste du monde, les universitaires et les chercheurs formulent de nombreux griefs contre les médias : la « vulgarité » des publics ; la « facilité » des sujets ; le caractère « mercantile » de leurs objectifs. Les professionnels des médias, de leur côté, tiennent les hommes de science

⁹ Nous avons été recruté comme consultant du Gabon, en 2004-2005, pour le projet TCP/RAF/2912 (A), portant sur la création d'un Centre Communautaire Multimedia d'Appui au Développement Rural en zone CEMAC, conçu par la CEMAC et soutenu par la FAO Rome. Ce projet a consisté en étude sur les besoins en information/communication et en formation des groupes cibles concernés. Nous avons été également recruté, en 2010, comme consultant national pour le Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR), portant sur la mise en place d'un Centre d'Appui Rural, géré par une ONG. Adopté par le gouvernement gabonais, ce projet est soutenu par le Fonds International de Développement Rural (FIDA).

¹⁰ Anaclet NDONG NGOUA, Vers le pluralisme de la presse en Afrique noire francophone : le cas du Gabon. Thèse de doctorat Nouveau Régime en Sciences de l'Information et de la communication, Université de Paris 2, décembre 1999, 1064 pages.

pour des gens enfermés dans leur tour d'ivoire et dont la légitimité se mesure par la seule possession des grades et des titres académiques¹¹.

Selon les milieux intellectuels, les gens qui consomment les médias sont des personnes de petite culture ou de culture populaire parce que, pour ces milieux, les produits sur lesquels se porte le choix de ces gens sont médiocres, traduction et conséquence de leur liberté émoussée. Cette idée repose sur le présupposé que ce grand public ou ce gros public, à en croire Michel Souchon, sélectionne peu ou mal, par opposition au « petit public », composé d'usagers exigeants, portés vers les contenus « haut de gamme », lesquels répondent aux attentes élitistes. Cette opinion communément répandue chez les intellectuels ne résiste pas à la réalité.

En premier lieu, si les chercheurs et les universitaires se délectent de l'influence des médias (presse imprimée ; radio et télévision) en général, de la télévision en particulier, sur les gens censées être de basse classe, ils n'étudient pas ou peu leur propre rapport avec lesdits médias. Et cela d'autant que dans les différentes enquêtes sur les effets de ces derniers, ce que les sociologues et les psychosociologues appellent les prédispositions du public peuvent, entre autres, être analysées selon les conduites et les attitudes collectives. Ces dernières montrent justement que les consommateurs des machines à communiquer sont guidés dans leur choix et leurs interprétations par un grand nombre de facteurs tels que les modes, les préjugés, les snobismes, les stéréotypes. Ce qui se comprend aisément dans la mesure où la société vaut essentiellement par les modèles qu'elle suscite et les substituts qu'elle offre, de surcroît à l'heure où les acteurs sociaux semblent sommés de communiquer, sous peine de mourir ou de décliner.

Les enquêtes, évoquées plus haut, vont plus loin : non seulement les stéréotypes sociaux orientent les réflexes corporatistes et identitaires, mais et surtout agissent parfois réellement sur les attitudes et les manières de réagir aux contenus. A dire vrai, il y a, à en croire G. Oleron¹², exactement un phénomène de psychanalyse à l'envers qui, dans la culture de masse, maintient artificiellement les stéréotypes dépassés. Pour le même auteur, il existe une dialectique complexe, au niveau de la société globale, entre les modèles collectifs du public et ceux de l'émetteur. Les expériences sur l'audience de la radio et de la télévision attestent ainsi qu'il faut tenir grand compte, en la matière, d'un coefficient de partialité parce que l'individu présente souvent comme étant un intérêt personnel ce qui est seulement le reflet des stéréotypes sociaux. La sélection des programmes de haute culture tels que la musique classique ne participe-t-elle pas, chez les élites intellectuelles, de cela ? A la suite d'une enquête effectuée à Saint-Etienne dans une école technique et l'ensemble des établissements scolaires de la même ville, sur l'audience de la télévision,

¹¹ Lire, entre autres, Jacques DURAND, *Les formes de la communication*, Paris, Coll. Interférences, Dunod, 2004, pp. 45-67.

¹² G. OLERON, *La mesure de l'intérêt de l'auditeur* (C.E. R.T, n°23, pp. 257 sq).

Michel Souchon¹³ conclut : « On trouve chez ceux qui regardent la télévision une diversité des attentes et une attente de la diversité qu'on ne découvre pas au même degré chez les « petits téléspectateurs ». Ceux qui regardent beaucoup la télévision, précisément parce qu'ils n'ont pas à leur disposition beaucoup de moyens de distraction, d'information, de loisirs, de spectacles, en ont vraiment besoin ; elle remplit pour eux des fonctions nombreuses, répond à des attentes multiples : elle est un média utile à toutes fins, an all-purpose medium. Puisque la télévision répond, pour eux, à des attentes multiples, ils choisissent. Et leur choix les porte vers des émissions diverses. De la distraction, du rire et des jeux, bien sûr, mais aussi de l'information, des documents, des œuvres de fiction émouvantes et profondes...Au contraire, les individus qui ont beaucoup d'autres moyens disponibles pour occuper leurs loisirs, pour s'informer, se distraire ou se cultiver n'attendent pas grand-chose de la télévision. Ils en ont une vision souvent dévalorisée. Ils ne la regardent que quand ils n'ont « rien de mieux » à faire, lorsqu'ils n'ont pas le courage de se livrer à une occupation de valeur ». Et le même auteur de poursuivre : « Il faut rappeler cette évidence trop ignorée : le public des émissions à petit public n'est pas composé « des petits téléspectateurs », mais d'une fraction du « grand public ». S'il y a des spectateurs pour les journaux télévisés, les magazines et les documentaires, c'est parce que les gens qui utilisent beaucoup la télévision les regardent ».

Il ressort donc des travaux menés ici et là que les médias remplissent des fonctions inattendues ou latentes, répondent à des attentes nombreuses et diverses des citoyens. Qu'ils soient émetteurs ou récepteurs, ces derniers agissent, selon Francis Balle, en fonction des objectifs qu'ils se donnent mais également de l'idée qu'ils ont à la fois des moyens dont ils disposent et des contraintes qu'ils subissent. La « facilité » des sujets, cause et conséquence de la « vulgarité » des publics ne résiste pas également à l'analyse.

La « facilité » des sujets renvoie à la culture de masse ou médiatique. Cette dernière est désordonnée, insolite, anormale, intégrale, instantanée, périssable, concrète, standardisée, vivante alors que la culture universitaire se veut normative, structurée, théorique, abstraite, dogmatique...En un mot, elle se suffit à elle-même.

En observant les choses de près, loin de s'exclure, la culture de masse et la culture universitaire sont complémentaires l'une de l'autre, quand bien même tout se serait passé jusqu'ici comme si elles étaient différentes, voire opposées l'une à l'autre. En revenant à la première, il n'y a pas, d'un côté, la presse imprimée, média crédible qui se prêterait à l'investigation, et, de l'autre, la radio et la télévision, qui ressortirait au divertissement. Tout différents de nature qu'ils sont, les moyens d'information se prêtent un mutuel appui.

¹³ Michel SOUCHON, La télévision des adolescents. Editions Ouvrières, 1969 ; La télévision et son public. Paris, 1978. Voir également Jean CAZENEUVE, Sociologie de la radio-télévision. PUF, 1986 ; La société de l'ubiquité. Denoel, 1972 ; Les pouvoirs de la télévision. Gallimard ; Guide alphabétique des mass media. Denoel.

En réalité, la culture de masse constitue un jugement de valeur, une appréciation parfois complaisante et souvent sévère sur cette néo-culture, pour paraphraser Francis Balle. « La notion de culture de masse suggère, écrit cet auteur¹⁴, que pour la première fois dans l'histoire, une même culture cesse enfin d'être le privilège de quelques-uns et devient l'apanage de tous...Il y a plus grave : la culture de masse semble définie négativement par rapport à une autre culture que l'on semble tenir pour supérieure : la culture académique, la culture des élites, la culture des privilégiés ». Et le même auteur de renchérir : « Autrement dit, lorsque la culture de masse est définie par ses contenus, elle exprime une réprobation, un jugement défavorable à l'égard de certains genres considérés comme médiocres ou moyens. D'un côté, on rangerait les variétés, les mélodrames simplistes de la télévision, les romans policiers qui, tous ensemble, ressortiraient aux genres d'une culture de masse inférieure. Et de l'autre, on trouverait pêle-mêle le théâtre classique, la grande musique, la littérature consacrée...qui ressortiraient au genre noble de la vraie culture, d'une culture supérieure, d'une culture académique reconnue et consacrée. Les genres seraient ainsi répartis en deux catégories nettement distinctes. A l'origine de ce manichéisme, on trouve une basse représentation de ce qu'est la « vraie » culture ».

Quant au caractère « mercantile » des objectifs, il tient au fait que la tradition française répugne à assimiler les médias à des marchandises soumises à la loi de l'offre et de la¹⁵ demande, offertes par des entreprises à la recherche du profit, comme le souligne Nadine Toussaint Desmoulins¹⁶. Au-delà des médias, elle refuse « que l'économie et la culture peuvent avoir quelques liens entre elles ». C'est pourquoi elle a privilégié, durant de nombreuses années, les conditions de production des contenus, du discours, de la langue, au détriment des conditions de production des idées.

A dire vrai, les causes des critiques acerbes formulées contre les médias par les élites intellectuelles semblent résider, comme le soulignent plusieurs auteurs, dans l'agacement, voire l'irritation de ces derniers de voir lesdits médias élargir, faciliter, démocratiser l'accès à la culture ou au savoir, leur faisant ainsi perdre le monopole de ces fonctions. En d'autres termes, ce groupe social partage désormais ces tâches avec les moyens de communication de masse, d'autant que les missions remplies par les intellectuels se sont, en quelque sorte, banalisées. Cette banalisation tient à l'extension du niveau de qualification, à l'inflation des postes, des titres et des grades. Elle tient également à la perte d'influence des institutions traditionnelles qui en sont chargées (églises, partis politiques, familles...), à la confusion extrême entre les fonctions symboliques et la reconnaissance sociale, à l'effet de court-circuitage des instances évaluatrices des radios,

¹⁴ Francis BALLE, Médias et sociétés. Edit. Montchrestien, 4^e édition, 1988, pp. 435-436.

¹⁵ Au Gabon, par exemple, ce sont les mêmes universitaires qui sont invités dans les organismes de radiodiffusion publics. Ce qui est une pratique contraire au pluralisme, fondement de la démocratie, condition de la quête de la vérité.

¹⁶ Nadine Toussaint-Desmoulins, L'économie des médias. PUF, Coll. Que sais-je ?, 6^e édition, 2006, 128 pages.

des télévisions. Pour les experts en sciences sociales, ces outils de communication, tout en étant accusés de produire une culture médiocre, euphorisante, sont devenus et/ou deviennent un passage obligé pour se prévaloir de la qualité d'universitaires ou de chercheurs. Ainsi, ils peuvent toucher un public plus ouvert, plus large, ayant une formation convenable, qui leur confère la notoriété à laquelle ils aspirent et que ne peuvent leur apporter leurs pairs. Tout se passe d'ailleurs comme s'ils avaient préféré la reconnaissance sociale à l'excellence, comme les hommes politiques, la popularité à l'action. Les acteurs sociaux sont ainsi sommés de communiquer, sous peine de déclin ou de mort, comme le rappelle Daniel Bournoux. De ce point de vue, les médias ont ouvert, selon Pierre Bourdieu¹⁷ et Raymond Boudon¹⁸, aux intellectuels un second marché.

Quoi qu'il en soit, les représentants des milieux de la production des connaissances scientifiques et technologiques, imbus de leurs titres et de leurs grades académiques, considèrent les professionnels des médias comme des esprits incapables ou indignes de réflexion théorique¹⁹.

II- LES CRITIQUES DES PROFESSIONNELS DES MEDIAS CONTRE LES UNIVERSITAIRES ET LES CHERCHEURS

De leur côté, les agents des radios, des télévisions, des périodiques, fiers de leur expérience professionnelle, tiennent les chercheurs et les universitaires comme des personnes se délectant d'abstraction, sans portée pratique. Emboitant le pas à Madeleine Grawitz, ils reprochent particulièrement aux spécialistes des sciences sociales et/ou humaines leur manque de sens pratique et parfois de bon sens, leur tendance à s'enfermer dans leur tour d'ivoire mentale (sur le plan du choix des problèmes à résoudre et celui de l'expression car leur jargon paraît souvent incompréhensible). C'est notamment le cas au Gabon.

En effet, dans l'ex cendrillon de l'Afrique Centrale, les professionnels des médias et la majorité des citoyens considèrent les universitaires et les chercheurs comme des gens arrogants, intolérants, dogmatiques, lesquels mesurent leur légitimité par les titres et les grades académiques. Ainsi, une dynamique de la recherche participative, à partir des enjeux du développement, tels qu'ils sont vécus, perçus et portés par les communautés locales dans le contexte de leurs sociétés et de leurs cultures, comme le rappelle le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA), est sacrifiée sur l'autel du carriérisme. Que vaut une agrégation en grammaire si la langue de la personne qui s'en prévaut est écartée de la modernité et, du coup, est condamnée aux rapports domestiques et de bon voisinage²⁰ ? Quelle

¹⁷ Pierre BOURDIEU, *Le juste et le vrai. Etudes sur l'objectivité des valeurs et de la connaissance*, Paris, Fayard, 1995, 575 pages.

¹⁸ Raymond BOUDON, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Ed. Minuit, 1979, 670 pages.

¹⁹ Lire également, entre autres, Judith LAZAR, *Sociologie de la communication de masse*. Paris, Armand Colin, 1991, 256 pages.

²⁰ C'est la principale critique de plusieurs intellectuels africains contre l'ancien Président Léopold Sédar Senghor du Sénégal.

est la légitimité du grade de professeur titulaire en histoire de l'antiquité gréco-romaine si celui qui a accédé audit grade n'exhume pas celle des peuples locaux, en sciences du langage si les travaux qui y sont effectués ne s'inspirent pas des expériences accumulées sous d'autres cieux. Ces expériences montrent que la confection des dictionnaires a contribué au développement des langues « véhiculaires » telles que le français, l'allemand, l'anglais... Dans cette entreprise, les lexicographes ont exploité l'alphabet gréco latin existant, connu, universel, pratique. En d'autres termes, lorsque ces langues ont eu recours à l'écriture, elles ont utilisé ledit alphabet. Vouloir inventer ou imaginer un autre schéma est une impasse ou une voie sans issue, comme le souligne Edgard Maillard Ella²¹? De la même manière, plutôt que de se complaire dans les travaux sur les philosophes classiques, les nôtres, brillants esprits, devraient élaborer une pensée, qui aide l'Afrique subsaharienne à sortir du carcan du sous-développement, à l'instar de leurs maîtres occidentaux. Cette pensée pourrait être une synthèse entre l'Afrique noire précoloniale, l'Afrique de la colonisation, l'Afrique des indépendances, l'Afrique contemporaine, l'Afrique aspirant à un meilleur statut, sur la scène internationale... On peut en dire autant du droit, de l'anthropologie, de la sociologie, de l'ethnologie..., la mondialisation de l'économie. Est-il besoin de rappeler que toute philosophie est fille de son temps. Repenser ces domaines sur la base du vécu quotidien des populations locales devrait être la préoccupation des chercheurs et des universitaires africains. En dehors de cela, on verse dans l'académisme vain ou l'intellectualisme, la reconnaissance sociale ou le carriérisme²².

En tout état de cause, le carriérisme explique la guerre des écoles, des universités, des disciplines²³, lesquelles dérivent en rivalités personnelles. Ainsi, pour les philosophes, l'anthropologie est réservée aux sujets moins brillants ou peu portés vers l'abstraction. Les juristes et les économistes ont de la condescendance pour les historiens, les géographes, les linguistes, les sociologues, les psychologues... On connaît le mépris des chimistes, des médecins, des physiciens, des biologistes pour les spécialistes des humanités classiques. Ils oublient ou feignent d'oublier que la mise au point d'une technologie est aussi importante que le contexte politique et social de son adoption. Robert Fogal de l'université de Chicago et Douglas North de l'université de Washington, tous deux prix Nobel d'économie en 1993, montrent, justement, que les découvertes scientifiques et technologiques ont joué un rôle moins important dans l'expansion économique des Etats-Unis que les innovations institutionnelles, légales et sociales.

²¹ Edgard Maillard Ella est lexicographe, Chargé de recherche, et chercheur à l'Institut de Recherche en Sciences Humaines.

²² A ce sujet, lire Cheikh Anta DIOP, *Civilisation ou Barbarie*. Paris, Présence Africaine, 1981, 528 pages; *Nations nègres et culture*. Paris, Présence Africaine, 1979, tome 3, 572 pages. Théophile OBENGA, *Les Bantu, langues, peuples, civilisation*. Paris, Présence Africaine, 1985, 380 pages.

²³ Jean-Marc Ela, op. déjà cité, p.

En tout état de cause, les chercheurs et les universitaires entretiennent ces attitudes en leur sein. « Les intellectuels sont, écrit Jean Ngandjeu²⁴, leurs propres fossoyeurs. Dans leur milieu se développe une dangereuse théorie : la théorie du nivellement, l'esprit de destruction et d'intolérance. Toute idée neuve est tout de suite combattue, détruite. Les querelles d'écoles se transforment en querelles de personnes ». Si le sel vient à s'affadir, avec quoi salera-t-on encore les aliments, se demande Valentin Nga Ndongo²⁵, d'autant que sous d'autres cieux, les élites, de par leur formation, leur instruction, leur éducation, montrent l'exemple de l'humilité, de la rigueur, de l'excellence, de la justice ? On peut, à juste titre, s'interroger si ces faiblesses ne sont pas la traduction et la conséquence de ce qu'Axelle Kabou qualifie de refus du développement ou ce que certains appellent l'incurable médiocrité mentale et culturelle du Nègre dont Hegel²⁶ fait un portrait dans son ouvrage *La Raison dans l'histoire*. Dans l'un ou l'autre cas, cela se caractérise par la persistance, partout, à tous les échelons de la vie sociale, de comportements, d'attitudes, inacceptables sous d'autres cieux et incompatibles avec les exigences du progrès économique et social²⁷.

Quoi qu'il en soit, une telle situation est préjudiciable à la recherche scientifique et technologique dans les pays d'Afrique noire francophone.

III- LES UNIVERSITES ET LES CENTRES DE RECHERCHE NATIONAUX: UNE LEGITIMITE EN CAUSE

Le divorce entre les médias, les universités et les centres de recherche scientifique et technologique dans les pays d'Afrique noire francophone explique la méconnaissance des travaux menés et des découvertes faites par la majorité des populations, les pouvoirs publics, les entreprises, potentiels utilisateurs desdits travaux et découvertes.

En d'autres termes, le manque de synergie entre les centres de production des connaissances scientifiques et technologiques et les publications, les radios, les télévisions locales, toutes tendances confondues, explique le fait que lesdites connaissances ne sont pas et/ou peu au service des communautés, des organismes d'Etat, du développement économique et social.

Ainsi, au Gabon, le ministère de la Pêche, les pêcheurs artisanaux, les commerçants des produits des activités de ces derniers ne sont pas informés des découvertes faites à l'Institut de Recherches Agronomiques et Forestières (IRAF), sur les techniques de conservation, de salage et de séchage du poisson. La non connaissance desdites techniques en limite la distribution et la consommation et entraîne des pertes considérables. Et cela d'autant que la pêche artisanale continentale et maritime représente

²⁴ Cité par Daniel ETOUNGA MANGUELLE, *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement structurel*. Paris, Editions Nouvelles du Sud, Ivry-sur-Seine, 1991, 153 pages.

²⁵ Valentin NGA NDONGO, *Les médias au Cameroun. Mythes et délires d'une société en crise*. Paris, L'Harmattan, 1991, 161 pages.

²⁶ HEGEL, *Leçons sur la philosophie de l'histoire*, Paris, Trad. Gibelin-Aubier, 1954 ; LEVY-BRUHL, *Les fonctions mentales dans les sociétés inférieures*, Paris, PUF, 1951.

²⁷ Voir Axelle KABOU, *Et si l'Afrique refusait le développement ?* Paris, L'Harmattan, 1991.

un secteur d'activité important mais encore sous-développé²⁸. De la même manière, lors d'une enquête que nous avons menée dans le cadre du projet TCP/RAF (2912) (A), relatif à la mise place d'un Centre Communautaire d'Appui au Développement Rural en zone CEMAC, conçu par cet organisme d'intégration, en 2004-2005, soutenu par la FAO Rome, il ressort que les enseignants de l'École des Cadres Ruraux d'Oyem et ceux de l'Institut National des Sciences Agronomiques et Biologiques de l'université de Masuku (INSAB), au Gabon, ne tirent pas parti, par orgueil, par mépris, par snobisme, des opportunités que leur offre le recours aux médias, quant à la vulgarisation de leurs travaux auprès du grand public. Dans le même ordre d'idées, l'étude réalisée par le Gabonais Jean-Daniel Mbega, chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CENAREST) et le Belge G. Teugels sur « La vie des poissons dans le bassin inférieur de l'Ogoué » pourrait et/ou devrait faire l'objet de documentaires, d'interviews ou d'entretiens, de tables rondes en français et dans les différentes langues locales (punu, ndzebi, fang, obamba, myéné, kota...).

De la même manière, au Gabon encore, le Ministère de la Santé, la majorité des citoyens ignorent tout des travaux menés par différents chercheurs sur les propriétés médicinales des plantes locales. La transformation de ces plantes en de véritables produits pharmaceutiques représente un espoir pour les populations, d'autant que leur importation constitue un véritable goulot d'étranglement.

Parce que l'immense majorité des populations ne sont pas informées des activités des universités, des centres de recherche scientifique et technologique nationaux, elles en arrivent à la conclusion que ces derniers sont des institutions de luxe ou budgétivores face aux priorités ou aux exigences telles que les routes, les écoles, les hôpitaux, l'agriculture... Cela se traduit, au Gabon, par exemple, par des interrogations sarcastiques suivantes : « Que font les universitaires et les chercheurs ? Quel est l'intérêt de leurs travaux pour le développement économique et social du pays ? Les chercheurs et les universitaires qui cherchent, on en trouve ; ceux qui trouvent, on en cherche ».

Par ailleurs, pour l'immense majorité des populations, la recherche scientifique et technologique ne porte exclusivement que sur les sciences exactes et/ou expérimentales. Elle ne concerne pas ce qu'on appelle communément les humanités classiques.

Dans ces conditions, la légitimité des universités et des centres de recherche nationaux est remise en cause, et, par voie de conséquence, le développement économique et social hypothéqué, dans la mesure où il implique à la fois une révolution des mentalités et une acquisition des connaissances scientifiques et technologiques. Dans ce processus, les médias ont un rôle déterminant. Le fossé entre ces derniers et les centres

²⁸ Les réserves halieutiques continentales et maritimes sont estimées, respectivement, à 210 000 tonnes et à 240 000 tonnes. Données fournies par le Ministère de l'Economie Forestière et de la Pêche en 2005-2006.

de recherche doit donc être comblé au profit d'une synergie entre les deux univers.

IV- LES CONDITIONS D'UN DIALOGUE ENTRE LES DEUX MONDES

La collaboration que nous appelons de nos vœux entre les radios, les télévisions, les périodiques, les NTIC, les universités et les centres de recherche scientifique et technologique nationaux devrait et/ou pourrait être un outil ou un instrument au service de la bataille du développement économique et social dans les anciens territoires français d'Afrique noire. Elle implique un changement des attitudes et des comportements, d'un côté comme de l'autre.

En d'autres termes, le dialogue fécond, cher à Madeleine Grawitz, évoqué plus haut, commande que les professionnels des médias et les hommes de science se débarrassent, sans tarder, sans état d'âme, sans concession, de la culture de l'ignorance, du mépris, de l'intolérance ou du dogmatisme, du rejet, ...pour adopter celle de l'ouverture, de l'humilité, de la complémentarité, de l'enrichissement, du pragmatisme, en un mot du développement. Le passage au système LMD (Licence-Master-Doctorat) y offre une excellente opportunité. A cet effet, les premiers devraient emprunter aux seconds la démarche scientifique, pour mieux vulgariser les connaissances produites par les milieux académiques, et ces derniers s'approprier les principes fondamentaux de la communication pour mieux intégrer les travaux aux préoccupations quotidiennes des populations.

V- LES PROFESSIONNELS DES MEDIAS : MIEUX FAIRE PREUVE DE RIGUEUR OU D'OBJECTIVITE

Emprunter la démarche scientifique revient à faire de la quête de la vérité la seule éthique et à accorder aux sciences et aux technologies la place et le rôle qui sont les leurs dans les médias, publics ou privés.

La quête de la vérité est un principe déontologique et éthique. En dépit du caractère périssable de l'information, elle doit être réaffirmée comme une valeur cardinale, une exigence méthodologique, à l'heure de la libéralisation et de la mondialisation de la communication.

Autrement dit, la quête de la vérité s'assimile à la crédibilité. Elle implique pour les hommes de presse une rigueur ou une objectivité dans la collecte, la confrontation des sources de l'information, d'autant que ces dernières sont de plus en plus partisans, sujettes à caution et controversées et que le traitement de l'actualité, parce que complexe, ne s'accommode plus de l'amateurisme, de l'improvisation et de l'empirisme. La même rigueur est requise pour l'offre de cette information au grand public, d'autant que les médias sont en concurrence les uns avec les autres, sur les marchés national et international. La quête de la vérité commande également que les journalistes résistent en permanence aux pressions nombreuses et variées dont ils font l'objet et fassent preuve de distance ou de neutralité²⁹ dans l'exercice de leurs activités. On ne le dira jamais assez :

²⁹ Faire preuve de distance ou de neutralité revient, pour l'homme de presse, à taire ses passions et ses sentiments, ses croyances ou ses jugements de valeur. Il s'agit de

la crédibilité des médias est solidaire de la dignité des journalistes et de la prospérité des institutions ou des entreprises dans lesquels ils sont employés. L'information scientifique et technologique en est une des conditions.

En effet, l'information scientifique et technologique fait partie de l'actualité. Ici comme ailleurs dans le monde, elle pourrait amener les populations à mieux saisir et intégrer les mutations politiques, économiques, sociales et culturelles qu'entraînent les découvertes scientifiques et technologiques, d'autant que ces découvertes se multiplient, se diversifient, de manière accélérée. C'est ici que les professionnels des médias assument et/ou doivent assumer les mêmes responsabilités que les spécialistes des sciences sociales et/ou humaines. « L'information scientifique et technologique constitue, écrit Jean Schwoebel³⁰, une des branches maîtresses de l'éducation permanente des populations. Elle est ainsi une des ripostes les mieux ajustées à l'émiettement des savoirs et des techniques; elle joue un rôle de suppléance dans l'immense domaine des incompétences de chacun... Elle est, à l'échelle de la vie civique, la contre partie du « recyclage » sur le plan professionnel. Les professionnels des médias ont ainsi la charge de l'instruction généralisée des citoyens contemporains. Par la presse, chacun de nous apprend l'histoire du présent qu'est l'actualité, s'essaie à comprendre son temps, non seulement au niveau des faits et des événements, mais aussi des changements profonds... ».

Qu'ils soient journalistes, animateurs, réalisateurs, cinéastes, producteurs, les professionnels des médias sont/ou doivent être une interface entre l'univers de la production des savoirs et des savoir-faire et les utilisateurs de ces derniers. Parmi ces utilisateurs, figurent les populations, les institutions politiques ou constitutionnelles³¹, les ministères, les services provinciaux de ces derniers (organismes déconcentrés) ou les conseils municipaux et départementaux (organismes décentralisés), les entreprises, les syndicats, les ONG, les associations... Il incombe en effet aux agents des médias de collecter auprès des universités, des centres de production des connaissances scientifiques et technologiques, afin de les soumettre à l'appréciation et à l'appropriation des populations. A cet effet, l'information qui y est liée devrait être une rubrique³² à part entière.

La rubrique sciences et technologies pourrait avoir, comme services :

-l'enseignement supérieur : les humanités classiques ;

renoncer, en un mot, à tout ce qui relève de la subjectivité. C'est une condition de l'exercice du journalisme.

³⁰ Jean SCHWOEBEL, *La presse, le pouvoir et l'argent*, Paris, Le Seuil, p. 45.

³¹ Parmi ces dernières, on peut mentionner, au Gabon, la Cour Constitutionnelle, l'Assemblée Nationale, le Sénat, le Conseil Economique et Social, le Conseil National de la Communication.

³² En journalisme, une rubrique regroupe ou peut regrouper les nouvelles de la même nature. Quant au service, il peut être considéré comme une sous rubrique.

-l'enseignement supérieur : les sciences exactes et/ou expérimentales ;

-l'enseignement supérieur : les sciences biotechnologiques ;

-la recherche fondamentale ;

-la recherche appliquée.

Comme pour les autres domaines, le traitement de l'actualité scientifique et technologique exige une telle organisation. Celle-ci est indispensable pour que chaque événement ou chaque fait puisse être traité par un spécialiste, c'est-à-dire un rédacteur qui possède deux qualités : d'une part, une bonne connaissance du sujet, du contexte général dans lequel s'insère ce sujet, connaissance acquise par l'expérience de ce secteur et appuyée par une documentation à jour ; d'autre part, une liste de numéros de téléphone, un réseau de relations personnelles assez solide pour lui permettre de joindre l'informateur idoine n'importe quand, en un temps record, et si possible accéder à l'information avant les concurrents³³.

Contrairement à ce que croient un grand nombre d'étudiants, d'hommes de science, de cadres de la Fonction Publique et du secteur privé, se spécialiser en journalisme consiste à couvrir parfaitement un champ étroit ou limité de l'actualité comme les sciences et les technologies, la bourse, la décentralisation, la déconcentration... et non à avoir un diplôme en géophysique, en droit des affaires... Quand bien même on s'en prévaudrait, on ne peut pas devenir ou être un spécialiste des questions qui y sont liées, en raison de la méconnaissance des règles et des principes de la communication médiatique. Et cela d'autant qu'il s'agit moins de dispenser un cours (tentation forte) ou d'écrire un article que de mettre sa culture au service du journalisme. L'homme de presse appartient donc à un service mais est titulaire d'une rubrique. Mais il a été formé pour traiter de toutes les questions de l'actualité. Voilà une donnée essentielle que les personnes désireuses d'y faire carrière et le grand public ont à connaître.

Autrement dit, l'organisation de la rédaction en rubriques et en services constitue une exigence professionnelle. Elle répond au souci de diversifier et d'approfondir l'actualité. S'y soumettre revient à enquêter, à expliquer, à interpréter, à commenter, à fournir des éléments de jugement. Ce souci correspond au deuxième et au troisième volet du journalisme (journalisme d'investigation ou d'enquête et journalisme de commentaire ou d'opinion), le premier (journalisme d'actualité) consistant à rendre compte des faits, des événements, des connaissances ou des savoirs, des savoir-faire ou des pratiques, des renseignements... (news en anglais). Informer signifie donc rapporter, reconstruire ou reconstituer, raconter, narrer, enquêter, argumenter, développer des idées, livrer des opinions, défendre ou affirmer des positions. Si le journalisme d'actualité montre, le journalisme d'enquête ou d'investigation démontre et le journalisme de

³³ Voir, entre autres, Didier HUSSON, Olivier ROBERT, Profession journaliste. Sources d'information, typologie d'articles, styles d'écriture, Paris, Eyrolles, p. 12- Philippe PAILLET, Le système médiatique, Paris, Hachette, pp. 78-79.

commentaire ou d'opinion brasse des idées ou interprète. Mais ces trois modes d'expression sont les versants d'une même réalité. L'exploitation de l'un ou de l'autre est fonction de la nature de l'actualité et des attentes du public. Il n'y a pas donc pas, d'un côté, un journalisme ou une presse d'actualité, et, de l'autre, un journalisme d'investigation ou d'enquête et un journalisme de commentaire ou d'opinion.

En d'autres termes, la répartition des rédactions en rubriques et en services renvoie à la spécialisation des journalistes, laquelle est le résultat de ladite répartition et non celui d'une formation acquise à l'école ou à l'université, contrairement à une idée communément répandue. Ou bien si l'on préfère, la spécialisation des professionnels des médias s'acquiert sur le terrain. Les radios, les télévisions et les publications n'y parviennent qu'au prix d'une segmentation de l'actualité, laquelle répond plus à des préoccupations pratiques, professionnelles qu'à des critères objectifs, d'autant que l'actualité s'accommode difficilement d'une classification rigide. Ce sont des enseignements élémentaires en journalisme. Plutôt que d'organiser des séminaires/ateliers sur la question, comme le recommandent maints hommes de presse³⁴ et universitaires, les médias des pays d'Afrique noire francophone n'ont qu'à en faire leurs ces enseignements pour donner une vision critique de l'actualité, de surcroît dans un contexte concurrentiel, tenant à l'heure de l'internationalisation et de la mondialisation de la communication. Ils ne vont pas réinventer la roue.

On ne le dira jamais assez : le journalisme est devenu et/ou devient une véritable profession. Si l'exercice de cette dernière, en se fondant sur l'histoire, n'exige pas des aptitudes hors du commun, il fait tout de même appel à des compétences, lesquelles s'apprennent et se développent. Plutôt que de se sentir autorisés à proposer ce qu'il faut faire et comment il faut le faire, les intellectuels, particulièrement les experts des sciences sociales et/ou humaines, doivent pourfendre l'amateurisme, l'improvisation et l'empirisme de nombreux journalistes. Mais ils se gardent bien d'adopter la même attitude lorsque des médecins ou des magistrats sont coupables de fautes graves. Dans ce cas, ils tempêtent contre lesdits médecins ou lesdits magistrats et non contre leurs professions car, à leurs yeux, ces dernières restent des disciplines exigeant une vraie formation. Si le contexte politique, économique, social et culturel doit être pris en compte dans la pratique du journalisme, les canons sur lesquels repose ce métier sont universels. Ou bien si l'on préfère, il n'y a pas un journalisme à la gabonaise, à la togolaise...à moins de mener des combats d'arrière garde, comme il est hélas de tradition dans cette partie du continent³⁵.

Last but not the least, les médias, publics ou privés, doivent utiliser le français et les différentes langues locales, idiomes de différentes

³⁴ C'est ce que recommande Jean de Dieu NDOUTOUME EYI, directeur de publication d'Ezombolo in Gabon Matin n°49 du 21 octobre 2008.

³⁵ Sur cette question, voir, entre autres, Anaclet NDONG NGOUA, Se spécialiser en journalisme, ça signifie quoi ? Gabon Matin n°49 du mardi 21 octobre 2008.

communautés des pays d'Afrique pour mieux atteindre la majorité des populations. Les Etats sont faits pour ces dernières et non l'inverse.

En tout état de cause, comme les universitaires et les chercheurs, les professionnels des médias doivent faire preuve de rigueur et d'objectivité dans l'étude, l'observation, l'énoncé des faits qui sont soumis à l'analyse et au jugement. Ils n'ont pas le droit de les déformer ou de les masquer pour mieux justifier le commentaire qui en est fait.

De leur côté, les universitaires et les chercheurs des pays d'Afrique noire francophone doivent s'initier aux principes fondamentaux de la communication.

Les universitaires et les chercheurs : s'approprier les principes de la communication

Les principes de la communication enseignent que la réception, l'assimilation et/ou le décodage d'un message dépend :

-de l'émetteur, c'est-à-dire celui qui en assure la transmission (que doit-il faire pour le rendre accessible, convaincant et crédible ?) ;

-de ce message lui-même (substance ou essentiel ; style utilisé, images, niveau de langue, volume, c'est-à-dire la longueur, la quantité des éléments constitutifs dudit message correspondent-ils à la capacité d'absorption du destinataire, le contenu suscite-t-il l'intérêt et l'attention du public-cible, qu'est-ce qui intéresse prioritairement ce public-cible ?) ;

- du canal (est-il approprié au partenaire; correspond-il à l'environnement et au cadre de référence de ce dernier ?) ;

- de l'audience (quel est le public-cible auquel on s'adresse, ses centres d'intérêt, ses goûts, ses habitudes, son pouvoir d'achat, ses possibilités, ses caractéristiques, ses marges de manœuvre ; que veut-on lui apprendre³⁶ ... ?).

Les principes fondamentaux de la communication plaident en faveur d'une reformulation de la recherche scientifique et technologique en Afrique en général, dans la zone colonisée par la France en particulier. Cette reformulation est destinée à faire de cette partie du monde un lieu de production des connaissances, à partir d'elle-même et de son socle propre. Une telle entreprise implique que l'on identifie les priorités, détermine les objectifs, les enjeux théoriques et épistémologiques, les problématiques de la recherche qui doivent mobiliser les représentants des milieux académiques. « Face aux changements en cours, il faut, recommande l'Agenda 2000 du Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique³⁷ (CODESRIA), une nouvelle stratégie de description et d'interprétation, de nouvelles façons de percevoir ces réalités, et surtout un nouveau discours pour décrire l'Afrique et dépeindre les expériences, les souvenirs, la vie et le travail de ceux et de celles qui sont au centre de toutes les transformations. Ces

³⁶ Sur cette question, voir FAO, Manuel de communication pour le développement, Romme, 1999. J. Madjri, Communication et pédagogie, construire ensemble, 1987

³⁷ CODESRIA, Vers le Millenium : Agenda 2000, Dakar, 1998, p. 37

innovations et recompositions exigent une nouvelle stratégie de recherche et d'analyse qui privilégie les enquêtes sur le terrain, la relecture de vieux sujets avec des outils nouveaux, l'utilisation des méthodes quantitatives et comparatives, l'analyse à plusieurs niveaux, la recherche orientée vers la formulation de politiques publiques, et l'ouverture d'un vaste chantier devant déboucher sur la production de solides études empiriques et théoriques ». Il s'agit de mettre cette nouvelle stratégie au service des problèmes auxquels les populations sont confrontées en matière d'alimentation, de santé, de sécurité sociale, de transport, de logement, d'environnement... En un mot, repenser la recherche scientifique et technologique vise à concevoir et à adopter ce que certains appellent la recherche ou la culture du développement, une condition de la libération du génie créateur de l'Afrique noire, comme le rappelle Cheikh Anta Diop.

En effet, selon l'auteur de Nations nègres et Culture, cette partie du monde (Afrique noire) doit avoir, dans le domaine de la recherche scientifique et technologique, ses initiatives propres. Cela signifie s'interroger sur les conditions d'une réappropriation des savoirs, dans le cadre d'un nouveau modèle d'analyse et de réflexion qui, manifestement, remet en question le poids de l'héritage colonial dans les pays africains où, en dépit des apparences, les universités et les centres de recherche nationaux sont enfermés dans des thématiques et des problématiques sur la base des théories et des concepts élaborés en Occident. Jean Marc Ela a identifié cinq facteurs, au demeurant étroitement liés, qui plaident en faveur de la rupture avec ce système d'extraversion pour d'autres voies plus concrètes :

1- l'inadaptation de la formation et des savoirs aux préoccupations quotidiennes des populations ;

2- la dépendance de la définition et du financement des priorités de la recherche à l'égard des pays étrangers ;

3- l'inaccessibilité des résultats à l'immense majorité des populations ;

4- la marginalisation des communautés locales des stratégies de recherche ;

5- la perception de la recherche comme l'apanage du Blanc.

L'inadaptation de la formation et des savoirs aux préoccupations quotidiennes des populations

Depuis la colonisation, la plupart des organismes de recherche outre mer ont été conçus au Sud du Sahara, en fonction des logiques propres d'une politique d'intervention élaborée par les pays du Nord, à partir de leur vision du développement et de leurs intérêts. L'Afrique noire francophone en est une illustration éloquente. Les recherches agronomiques qui y sont menées portent sur les cultures de rente (cacao, café, arachide, palmier à huile, hévéa...) au détriment de celles qui constituent l'alimentation de base des populations (manioc, mil, patate, ananas, taro, canne à sucre...).

La dépendance de la définition et du financement des priorités de la recherche à l'égard des pays étrangers

La définition des priorités de la recherche dépend des intérêts extérieurs, en plus des financements qui en sont étroitement liés.

L'inaccessibilité des résultats à l'immense majorité des populations

Les savoirs sur le développement, accumulés par les organismes et les instituts de recherche échappent encore à l'immense majorité des populations africaines et retournent souvent dans les pays du Nord où ils sont stockés dans les centres de documentation inaccessibles.

La marginalisation des communautés locales des stratégies de recherche

Si certaines études et enquêtes sont réalisées en collaboration avec les chercheurs nationaux, les communautés locales sont tenues à l'écart des stratégies de recherche.

La perception de la recherche comme l'apanage du Blanc

Les universités africaines et les centres nationaux de recherche ont tendance à reproduire cette tradition génératrice de marginalisation et de frustration. Ils risquent de faire croire que la « recherche », c'est l'affaire des Blancs ou des « fils » de Blancs.

Comme on peut le constater, il s'agit de travaux qui intéressent avant tout les décideurs politiques ou les responsables des projets de développement qui ont besoin d'être fixés sur les solutions à apporter aux problèmes ponctuels et sectoriels qu'ils ont à résoudre. A cet effet, les chercheurs et les universitaires nationaux jouent le rôle de consultants. Il faut abandonner ce système d'extraversion des problématiques et de dépendance scientifique pour une démarche qui ouvre d'autres voies à la recherche ou à la culture du développement. « Au-delà de l'idéologie et du discours normatif, il s'agit, explique Jean-Marc Ela³⁸, de contribuer au renouvellement du regard sur les données significatives sur lesquelles l'intelligence a besoin de prendre appui pour comprendre en profondeur cette Afrique qui constitue, encore, aujourd'hui, comme hier, l'objet d'élection où s'investissent les clichés rebelles, les mythes et les fantasmes dont se nourrit l'imaginaire occidental. L'enjeu est celui-ci : arracher l'Afrique à toutes les mythologies pour l'inscrire dans l'espace de la connaissance, à partir de l'apport des différentes disciplines de la science. Car la crise de l'Afrique est d'abord la crise du regard que l'on porte sur ce continent, ses sociétés et ses cultures... ».

³⁸ Jean-Marc Ela, op. déjà cité, p. 12.

La culture du développement devrait et/ou pourrait consister, comme le recommande le Plan d'action de Lagos :

- à élargir la recherche scientifique et technologique aux centres ou aux lieux autres que les milieux académiques traditionnels ;
- à mieux prendre en compte les préoccupations quotidiennes des populations et du contexte socio culturel ;
- à considérer ces populations comme de véritables partenaires et non plus comme de simples bénéficiaires des projets de développement ;
- à réhabiliter les sciences de l'homme et de la société ;
- à repenser les modes d'évaluation des universitaires et des chercheurs.

En marge des universités et des centres de recherche classiques, d'autres lieux ou d'autres espaces de production et de diffusion des connaissances scientifiques et technologiques se multiplient et se développent tels que le secteur privé, les études et les enquêtes menées dans le cadre des projets de développement, les ONG et les organisations syndicales, à travers le monde entier. Quoique faisant appel à l'expertise des universitaires, ces nouveaux lieux ou ces espaces de réflexion et de recherche constituent une mine d'informations et une banque de données de terrain auxquelles il faut se référer pour avoir une perception des réalités et une expérience qu'on ne trouve pas toujours dans les travaux académiques. « Dans cette perspective, il importe, écrit Jean-Marc Ela, de redéfinir le rapport au savoir en soulignant le besoin d'une mise en réseau des compétences. L'éclatement du modèle traditionnel de production, de dissémination et d'usage des savoirs pose de nouveaux défis à l'Université : dans un contexte en profonde mutation, de nouvelles conditions de réflexion sur la nature de l'activité de recherche s'imposent à l'attention. Elles exigent des efforts d'adaptation en vue de définir des stratégies de production des connaissances conduites en interaction continue, à partir d'un processus d'interpellation réciproque entre les chercheurs universitaires et les acteurs engagés dans les programmes d'intervention... ». A cet égard, pour le même auteur³⁹, la recherche pour le développement doit :

- redécouvrir la diversité des lieux de production des connaissances ;
- prendre conscience de l'apport des savoirs et des pratiques élaborés en dehors des institutions universitaires ;
- se mettre à l'écoute des besoins et des aspirations du terrain ;
- faire parvenir les résultats des travaux réalisés auprès des acteurs de base ;
- être attentive au langage que les milieux académiques utilisent sans s'interroger sur sa réceptivité et son intelligibilité par les milieux d'intervention et les populations locales ;
- prendre en compte le non-dit des concepts utilisés tant par les milieux universitaires que les milieux d'intervention (développement, pauvreté, société civile, gouvernance, participation, genre, etc) ;

³⁹ Jean-Marc Ela, op. déjà cité, p. 5-6.

-ouvrir un espace de confrontation entre les niveaux ou les degrés du savoir ;
-établir la cohérence entre les démarches d'analyse et situer dans une vision dynamique et globale les problématiques de recherche ou d'intervention trop souvent liées à une approche statique et sectorielle qui ne tient pas de la complexité, des interactions des faits de population et de développement et des processus dans lesquels ces faits s'insèrent au sein des sociétés qui ont leur historicité propre.

Parce que les populations doivent passer du statut de simples bénéficiaires à celui de véritables partenaires du développement, la recherche scientifique et technologique doit s'articuler désormais autour de leurs préoccupations quotidiennes, en tenant compte de leur environnement socio culturel et du processus de mondialisation auquel aucune région ne peut échapper aujourd'hui. D'où l'apport des sciences de l'homme et de la société. On ne peut comprendre et résoudre les vrais problèmes de l'Afrique sans cet apport. « En d'autres termes, ce qu'attendent les populations locales tranche, précise Jean-Marc Ela⁴⁰, avec la manière dont les systèmes de formation sont organisés et gérés. Dans ces conditions, l'émergence d'un nouveau type de chercheur nécessite la prise de conscience de la responsabilité des milieux universitaires à l'égard des problèmes de développement. On ne peut plus se définir comme chercheur sans s'impliquer dans les tâches de production des connaissances pertinentes et opératoires. A partir des situations qui exigent des investissements intellectuels et scientifiques massifs dans la vie d'une région ou d'un pays, le chercheur en Afrique est confronté à deux questions fondamentales suivantes : que dois-je faire ? Quelle est ma responsabilité face aux hommes et aux femmes qui cherchent des raisons de vivre et d'espérer ? ».

Dans un tel contexte, les critères d'évaluation des universitaires et des chercheurs devraient être redéfinis. Sans remettre en cause l'importance de la recherche fondamentale, la légitimité des grades délivrés par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES), on devrait accorder, par exemple, une plus grande attention à l'intégration des travaux aux préoccupations quotidiennes des populations et à la portée desdits travaux pour ces populations, lesquelles veulent changer leurs conditions de vie et le statut de leurs communautés. Il ne suffit donc plus de produire des connaissances avec la seule préoccupation d'être pris au sérieux par ses collègues comme s'ils étaient la seule communauté concernée par les savoirs scientifiques.

Bien entendu, la nouvelle culture du développement est inséparable de la restructuration du système éducatif et de la remise en cause du concept de progrès économique et social.

⁴⁰ Jean-Marc Ela, op. déjà cité, p. 16-17.

CONCLUSION

Depuis l'octroi des indépendances, il y a, dans les pays d'Afrique noire francophone, un fossé entre le système médiatique et l'univers de la production des connaissances scientifiques et technologiques. Ce fossé tient, essentiellement, au fait que les deux mondes nourrissent des préjugés ou des stéréotypes l'un pour l'autre. Pour l'univers de la production des connaissances scientifiques et technologiques, les médias offrent une culture qui divertit, amuse et, par voie de conséquence, est destinée aux couches sociales non aisées. Pour les professionnels des médias, les universitaires et les chercheurs se complaisent dans un académisme vain, consistant à mesurer leur légitimité par des travaux plus soucieux de gérer leur carrière que de servir les populations. Il en résulte que les populations ne perçoivent pas l'enjeu de la recherche scientifique et technologique face aux priorités telles que l'alimentation, la santé, l'électrification, les routes.. Plus grave : elles en arrivent à la conclusion que les universités et les centres de recherche sont des institutions budgétivores. Il est évident qu'une telle situation est préjudiciable au développement économique et social dans les anciens territoires français, dans la mesure où ledit développement est une question de changement de mentalités et d'acquisition de connaissances scientifiques et technologiques. Pour faire face à cette situation, une véritable synergie entre le monde des médias et l'univers des milieux académiques.

La synergie entre le monde des médias et les milieux académiques n'est concevable et possible que si leurs représentants prennent conscience qu'ils peuvent et/ou doivent se prêter un mutuel appui, dans la mesure où ils sont tous des acteurs du développement économique et social. Pour ce faire, les professionnels desdits médias doivent emprunter aux universitaires et aux chercheurs l'esprit scientifique et ces derniers aux autres les principes de la communication. Un véritable défi.

BIBLIOGRAPHIE

Pierre ALBERT, Journalisme et documentation, Paris, Jean-Cyrille Godefroy, 1990, 169 pages.

FAO, Manuel de communication pour le développement, Rome, 1999.

Francis BALLE, Et si la presse n'existait pas, Paris, Lattès, 1987, 200 pages

P. Boiral, P. Lanteri, J.F. Olivier de Sandan, Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire, Sciences sociales et développement, Paris, Karthala, 1985.

J. F. Boss, J. M. Kapferer, Les Français,, la science et les médias. Une évaluation de l'impact de la vulgarisation scientifique et technologique, Paris, Documentation Française, 1978, 276 pages.

Branning, Le fondement social des découvertes scientifiques, Paris, PUF, 1996.

Codesria, Vers le millenium. Agenda 2000, Dakar, 1998.

M. Diagne, Contribution à une critique des paradigmes dominants, in J.K. Zerbo (dir), La natte des autres. Pour un développement endogène, Dakar, CODESRIA, 1992.

H. Dione, Le développement par la recherche-action, Paris, L'Harmattan, 1996.

Jean-Marc Ela, Guide pédagogique de formation à la recherche pour le développement en Afrique, Paris, L'Harmattan, 2001, 20 pages.

Philippe GAILLARD, Techniques du journalisme, Paris, PUF. Coll. Que sais-je ?, 1987, 128 pages.

Didier HUSSON, Olivier ROBERT, Profession journaliste-Sources d'information, typologie d'articles, styles d'écriture, Paris, Eyrolles, 1991, 166 pages.

J. Madjiri, Communication et pédagogie, construire ensemble, 1987.